



Alain Doh Bi, un activiste web qui réside à Abidjan a été enlevé le 14 novembre dernier hors de son domicile par des agents de la Direction de la Sécurité du Territoire (DST), un service sous la tutelle du ministère de l'intérieur de la Côte d'Ivoire. Il serait retenu en ce moment dans les locaux des services du Renseignement Intérieur pour "Atteinte à la Sûreté de l'État", selon ses proches. Internet Sans Frontières demande au gouvernement de Côte d'Ivoire, dont le pays vient d'être élu au Conseil Des Droits de l'Homme des Nations Unies, la libération de ce blogueur.

Depuis la fin du conflit post-électoral qui opposa les partisans de l'ex président Laurent Gbagbo à l'actuel Alassane Ouattara, de nombreux activistes en ligne, soutiens de l'ancien président ou qui souhaitent un approfondissement du processus de réconciliation entre les deux anciens camps rivaux sont actifs sur les réseaux sociaux. Alain Doh Bi est l'un deux. Son compte Twitter et Son blog ont cessé d'être actifs le 14 novembre dernier. Son épouse, Gisèle Doh Bi a constaté qu'il n'avait pas regagné son domicile familial depuis cette date. Cette dernière n'est pas autorisée à lui rendre visite à son lieu de détention dans les locaux de la DST ivoirienne situés dans la commune de Cocody à Abidjan.

Alain Doh Bi est un ingénieur diplômé de l'institut national polytechnique de Yamoussoukro. Hors de ses heures de travail, il alimentait en contenus de nombreux sites internet qui dénoncent des pratiques de la nouvelle administration ivoirienne, parfois contraires aux droits de l'homme comme l'a révélé un rapport de l'organisation Human Rights Watch, paru ce 19 novembre. Le blogueur aurait participé également à l'édition de sites internet dissidents, hébergés sur des plateformes techniques en Suède.

Des sites Internet ivoiriens se trouvent hébergés et administrés à distance, depuis la Suède "pour plus de sécurité, en raison des requêtes systématiques d'adresses IP de personnes individuelles opérées par le ministère de l'intérieur depuis 8 mois" a déclaré à Internet Sans Frontières un blogueur ivoirien qui a requis l'anonymat.

Des menaces d'enlèvement planent sur les "Facebookers Pro-Gbagbo"

En juin dernier, Alain Doh Bi avait écrit une courte tribune prémonitrice: "Halte à l'enlèvement des Facebookers pro-Gbagbo" sur sa page Facebook. Il y dénonçait des tentatives d'enlèvement dont seraient l'objet le groupe de partisans sur Facebook, qui soutiennent l'ancien président. Cette tribune comportait également un manifeste pour ce groupe de cybers activistes:

« Les Facebookers proGbagbo sont des jeunes d'ici et d'ailleurs qui ont choisi la "CyberRésistance" conformément aux idéaux politiques du Président Laurent Gbagbo, pour résister à la dictature barbare de Dramane Ouattara installée à la suite d'une forfaiture internationale. Selon les moyens, ils ont leurs ordis, leurs caméras, leurs connexions ou leurs abonnements cybercafé. »

Un ami proche de M. Doh Bi a expliqué à Internet Sans Frontières que des menaces précises émanant des services de sécurité pesaient sur les activistes ivoiriens en ligne: "Alain Doh Bi avait reçu plusieurs menaces de la part des services de sécurité, il refusait de passer dans la clandestinité en ligne". Alain Doh Bi bloguait à visage découvert et commentait sur les réseaux sociaux avec son identité réelle.

« L'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), ratifié sans réserves par la Côte d'Ivoire en 1992, garantit le droit à la liberté d'expression, y compris la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toutes sortes, quelles que soient les frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou sous la forme d'art, ou par tout autre moyen. »

Cette arrestation est un précédent inédit pour la Côte d'Ivoire. C'est la première fois qu'un gouvernement de ce pays procède à la détention arbitraire d'un civil, pour ses opinions ou son activité en ligne. Ces dernières ou celui qui les émet ne peuvent être entravés parce qu'ils relèvent de la diffusion libre des idées. Internet Sans Frontières appelle à la libération immédiate du blogueur Alain Doh Bi.

Profil facebook de d'Alain Doh Bi : <http://www.facebook.com/alain.dohbi>